

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPACA

7 rue du Commerce
03 220 Tréteau

Références : 20260302-RAP-63-0168-Insp-COOPACA-StMartinDesLais
Code AIOT : 0005601505

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement COOPACA implanté Les Cotes - 03 230 Saint-Martin-des-Lais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée dans le cadre du suivi des demandes formulées lors de la précédente visite d'inspection (26/03/2025).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPACA
- Les Cotes 03230 Saint-Martin-des-Lais
- Code AIOT : 0005601505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société coopérative agricole COOPACA exploite sur le site de Saint-Martin-des-Lais une installation de stockage de céréales (silos), de produits phytosanitaires et d'engrais.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Conditions de rejet à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 4.2, 4.3 et 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'opération interne (POI) du site COOPACA de Saint-Martin-des-Lais doit prévoir l'ensemble des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans un contexte accidentel.

Le document de l'exploitant intitulé « Guide pour la recherche de substances dans l'environnement suite à un incident majeur » identifie les substances à rechercher, dans les différents milieux, mais ne justifie pas de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements pour mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans des délais adéquats.

Dans le cas de prestations externes, il est attendu la fourniture d'un contrat précisant les modalités et les délais associés pour la mise en œuvre des équipements et l'analyse des prélèvements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Existence et adaptée au stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 07/07/2025
Prescription contrôlée : <p>Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.</p> <p>Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.</p> <p>Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.</p>
Constats : <p>Le système de détection automatique d'incendie, précédemment constaté comme défectueux, est en cours de remplacement le jour de la présente visite d'inspection inopinée.</p> <p>L'entreprise VVS Sécurité en charge des travaux précise à l'inspection les équipements et fonctionnalités du futur système de surveillance, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• une centrale de détection équipée de 2 détecteurs de fumée pour la surveillance la case de stockage des produits phytosanitaires ;• une centrale de détection équipée de 2 paires de détecteurs lasers pour la surveillance de la zone de stockage d'engrais (une paire de détecteurs lasers pour couvrir les cases de stockage vrac D1 à D9 et une paire de détecteurs lasers pour couvrir la case de stockage big-bag H1) ;• un module de transmission GSM pour l'astreinte de l'exploitant. <p>En complément, l'entreprise VVS Sécurité précise que la mise en service des 2 nouvelles centrales de détection sera effective sous quelques jours.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Post inspection, l'exploitant a transmis le rapport du prestataire VVS Sécurité confirmant la mise en service du nouveau système de détection automatique d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 07/07/2025
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en oeuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en oeuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
Constats : <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la version du POI actuellement en vigueur sur le site COOPACA de Saint-Martin-des-Lais. Celle-ci correspond bien à la version connue de l'inspection (juillet 2024).</p> <p>L'annexe intitulée « Guide pour la recherche de substances dans l'environnement suite à un incident majeur » n'est pas directement versée au POI, mais l'exploitant dispose du document dans le même répertoire informatique.</p> <p>Comme indiqué lors de la précédente visite d'inspection (26/03/2025), ce document liste les substances potentiellement émises lors d'un incident majeur (notamment l'incendie) et les justifie</p>

au regard de l'activité du site. Un tableau présente, pour chaque scénario d'accident, les effets potentiels sur l'environnement, leurs caractérisations, les mesures à réaliser dans l'environnement en phase accidentelle et celles à réaliser en phase post-accidentelle. Enfin, le document précise que les mesures en phase accidentelle seront réalisées par les pompiers, sans apporter de justification contractuelle concernant la disponibilité des personnels et des équipements pour mener ces prélèvements dans des délais adéquats.

Le jour de la présente visite d'inspection, Madame JASSERAND (responsable QSE, UCAL) confirme par téléphone :

- que les services d'incendie et de secours de l'Allier (SDIS03) ne sont, en effet, pas en situation de proposer un accord contractuel pour répondre à cette obligation réglementaire ;
- que l'union des coopératives agricoles de l'Allier (UCAL) a sollicité un prestataire (APAVE) pour formuler une proposition technique et financière permettant de répondre à cette obligation.

L'offre technique et commerciale n'est pas disponible le jour de la présente visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements pour mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans des délais adéquats.

Dans le cas de prestations externes, il est attendu la fourniture d'un contrat précisant les modalités pratiques et les délais associés pour la mise en œuvre des équipements et l'analyse des prélèvements.

Il est rappelé que les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Conditions de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 4.2, 4.3 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des émissions de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/07/2025

Prescription contrôlée :

Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques maximales de concentration de poussières (La concentration en poussières de l'air ambiant dans les rejets atmosphériques ne dépasse pas 40 mg/m³). Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement. Le système de dépoussiérage est aménagé et disposé de manière à permettre les mesures de contrôle de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est régulièrement vérifié.

Constats :

Post inspection, l'exploitant a transmis l'ensemble des justificatifs attendus concernant les opérations d'entretien et de nettoyage 2025 réalisées sur les 2 séchoirs du site.

Il est rappelé que la période de séchage 2024, qui s'est déroulée du 09 octobre au 19 décembre 2024, avait été marquée par le signalement de nuisances dues aux envols de follicules de maïs. Les produits issus de la récolte 2024 étaient particulièrement humides et nécessitaient des durées de séchage prolongées, néanmoins l'audit technique engagé par l'exploitant avait mis en évidence un défaut de fonctionnement sur une écluse du circuit poussière du séchoir STRAL. Un second audit réalisé par l'installateur du séchoir avait conclu à la recommandation d'actions correctives à programmer dans le cadre des opérations d'entretien et de nettoyage réalisées annuellement.

Type de suites proposées : Sans suite